

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 111 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2771 - Prix : 1€

Éditorial de Nathalie Arthaud

Les travailleurs n'ont pas besoin de promesses électorales, mais d'un plan de luttes !

Violences contre les femmes : deux ans de bla-bla *Page 5*

L'illettrisme : une plaie qui ne se referme pas *Page 6*

Après l'Arast, Corbey d'Or : les besoins vitaux de la population laissés en pâture aux margoulins *Page 8*

Journée du 5 octobre : affirmer les intérêts communs des travailleurs *Page 10*

Guadeloupe

Vers la grève générale ? *Page 12*

La hausse des prix mange les salaires

Payons-nous sur le capital !



ÉDITORIAL

Les travailleurs n'ont pas besoin de promesses électorales, mais d'un plan de luttes !

Primaire écologiste, candidature d'Hidalgo, gesticulations de Zemmour et de Le Pen, course à l'échalote à droite... C'est parti pour huit mois de promesses et d'annonces démagogiques. Ce week-end nous en a donné un avant-goût.

Augmentation de 10 % des salaires, Smic net à 1400 €, doublement des salaires des enseignants, nationalisation des autoroutes, réindustrialisation ou planification écologique, avec des centaines de milliers d'emplois à la clé... qui dit mieux ?

Tous les cinq ans, le même cirque se répète, avec des comédiens s'engageant, la main sur le cœur, à être le président du changement, du redressement, du pouvoir d'achat ou de la sécurité... Alors, rappelons-nous que les promesses n'engagent que ceux qui y croient !

Il faut se souvenir de toutes les promesses oubliées ou piétinées dès que l'heureux élu accède au pouvoir. Qu'ils soient de gauche ou de droite, qu'ils soient issus de la finance comme Macron ou qu'ils l'aient dénoncée comme Hollande, une fois président, ils se transforment tous en paillason de la bourgeoisie. Et l'essentiel de leur job consiste à justifier les mesures antiouvrières dictées par le grand patronat.

Rien ne sera donné aux travailleurs. Les augmentations de salaire ? Il faudra aller les arracher nous-mêmes au grand patronat, au travers de nos luttes, de nos grèves, de nos mobilisations. Les embauches nécessaires pour répartir le travail entre tous Il faudra les imposer aussi !

C'est vrai aussi pour la levée des brevets sur les vaccins, qui reste essentielle pour lutter contre la pandémie. C'est vrai pour un grand nombre de mesures contre le réchauffement climatique et pour la préservation de la planète. C'est vrai pour tout ce qui représente un coût ou un manque à gagner dans ce système capitaliste.

Aujourd'hui, les cours boursiers et les fortunes des milliardaires crèvent les plafonds. Les profits des grands groupes devraient exploser en 2021. Les perspectives économiques - c'est le gouvernement et le Medef qui le disent - sont excellentes pour l'ensemble du patronat. Mais elles le sont parce que le monde du travail n'a jamais été autant pressuré.

C'est en augmentant les rythmes et le temps de travail, en accentuant la précarité, en fermant des usines entières et en bloquant les salaires que la minorité capitaliste accumule des sommes exorbitantes. Cet enrichissement se fait au prix d'une exploitation de plus en plus dure, au prix d'une lutte de classe acharnée, au prix de la montée du chômage et de la misère.

Tant qu'il n'y a pas de réactions dans le monde du travail, les attaques patronales se poursuivront et le grand capital agira comme un rouleau compresseur sur toute la société.

Alors, il ne faut pas rester spectateurs. Sans attendre la présidentielle, les travailleurs doivent se battre pour défendre leurs intérêts. Ils doivent profiter de toutes les occasions pour le faire. La journée de mobilisation interprofessionnelle du mardi 5 octobre, appelée par la CGT, FO, FSU et Solidaires, est un objectif dont il faut se saisir dans la perspective d'inverser le rapport de force avec le gouvernement et le patronat et de rendre les coups.

Les travailleurs doivent être unis et offensifs sur leurs intérêts essentiels : leur emploi, leur salaire, leurs conditions de travail, leur retraite, comme leurs droits aux allocations chômage. Ce combat correspond aux intérêts de toute la société, car la classe qui domine n'est pas seulement parasitaire, elle est aussi irresponsable vis-à-vis de la société.

Chercher un bon candidat susceptible de mieux gérer le système capitaliste est une impasse. Celui-ci ne fonctionne bien que pour les riches, il nous condamne à la concurrence, aux crises, au pillage et au dénuement d'une grande partie du monde. Il nous condamne aux rivalités et aux guerres. Et il tue la planète à petit feu.

Ce n'est pas Hidalgo, Mélenchon, Roussel et encore moins Péresse ou Le Pen qui détiennent les solutions pour changer le sort des exploités et l'avenir de la société. Ce sont les travailleurs eux-mêmes et cela dépend de leurs luttes.

Il appartient aux travailleurs, à tous ceux qui sont aujourd'hui mal payés, méprisés, humiliés, de changer cet ordre social. Je suis candidate à l'élection présidentielle pour défendre cette perspective-là.

Ceux qui la partagent pourront se regrouper autour de ma candidature. Ils affirmeront que le seul camp porteur d'avenir est le camp des travailleurs. Ils affirmeront que le seul programme qui vaille pour les travailleurs, ce n'est pas un programme électoral, c'est un plan de luttes.

Passé sanitaire : non aux contraintes contre les salariés !

Pour le neuvième samedi consécutif, des rassemblements contre la vaccination obligatoire et le passe sanitaire ont eu lieu un peu partout en France.

La vaccination est une arme contre le Covid mais, en présentant une partie de la population, jusqu'au personnel de santé non vacciné, comme responsable de l'épidémie et de sa prolongation, Macron cherche à masquer l'incurie du gouvernement et ses insuffisances, à dégager sa responsabilité et plus généralement celle des capitalistes de l'industrie pharmaceutique. À cela s'ajoute le fait que Macron a voulu se donner l'image d'un dirigeant à poigne, avec les yeux fixés sur l'horizon de l'élection présidentielle de 2022.

On est donc bien loin de prétendues préoccupations sanitaires. La

question de l'application du passe sanitaire aux centres commerciaux a illustré une nouvelle fois que la prise en compte des intérêts patronaux est la principale préoccupation du gouvernement. Obéissant à l'injonction du Medef, le gouvernement a levé celui-ci sauf dans les départements où le taux d'incidence est vraiment trop élevé. Dans ces zones, le passe sanitaire sera en revanche toujours exigé dans les cafés et restaurants, au cinéma, etc.

Depuis le début, le mouvement contre les lois sanitaires a été marqué par sa confusion et son hétérogénéité sociale. Cela ne change rien au fait que la colère exprimée par les travailleurs qui ont manifesté cet été était totalement légitime. L'obligation vaccinale et le passe sanitaire ont introduit d'importantes contraintes dans la vie quotidienne

d'une partie de la population, en particulier pour les travailleurs.

Les employeurs ont désormais entre les mains des moyens supplémentaires pour renforcer les pressions et les contrôles sur les salariés, puisqu'ils peuvent priver un travailleur de son salaire et à terme le licencier. Ce n'est pas seulement dans les secteurs où les salariés sont en contact avec le public, car bien des patrons considèrent qu'ils ont le droit d'instaurer leur propre loi et savent qu'ils peuvent compter sur la complaisance des pouvoirs publics.

Cela justifie d'autant plus la nécessité, pour les travailleurs qui veulent protester contre ces mesures, de le faire en mettant en avant leurs intérêts de classe, opposés à ceux des patrons et du gouvernement à leur service.

L'urgence selon Macron

L'Assemblée nationale a voté le 7 septembre 2021 la prorogation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 15 novembre dans les territoires ultramarins.

L'état d'urgence sanitaire permet notamment au préfet de décider d'un couvre-feu ou d'un confinement comme c'est le cas actuellement à La Réunion.

Le gouvernement, faute de mettre de véritables moyens pour lutter contre l'épidémie comme l'embauche dans les hôpitaux et l'ouverture de lits supplémentaires, fait porter la responsabilité de la propagation du virus à la population qui est obligée de restreindre ses déplacements...sauf pour aller travailler.

De même, il a mis en place l'obligation du passe sanitaire pour les salariés dans certaines entreprises sous peine de sanction et pour se rendre dans certains lieux comme les

bars, les restaurants, les centres de loisirs et de sport, etc.

Par contre, il était aussi question d'appliquer ce passe dans les grands centres commerciaux. Mais le gouvernement a vite renoncé devant l'opposition des capitalistes de la grande distribution.

Toutes les décisions du gouvernement sont guidées par la satisfaction des exigences du grand patronat, quoi qu'il en coûte...aux travailleurs.

De la santé des travailleurs et des plus pauvres, il n'en a cure.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 18 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 19 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 24 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 25 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

Médicaments : les pénuries vont continuer

Un décret entré en vigueur mercredi 1er septembre impose désormais aux laboratoires pharmaceutiques de constituer des stocks équivalant à deux mois de consommation, pour les médicaments d'intérêt thérapeutique majeur.

Il s'agit des médicaments pour lesquels l'interruption du traitement peut mettre en danger la vie des patients, comme des anticancéreux ou des antiparkinsoniens, par exemple.

Les pénuries deviennent en effet de plus en plus fréquentes. L'Agence nationale de sécurité du médicament a reçu 2 446 signalements de médicaments essentiels en rupture de stock ou en tension d'approvisionnement pour 2020, alors qu'il n'y en avait que 1 504 en 2019, et seulement 130 en 2010.

Les pénuries découlent du fait que les médicaments sont produits,

comme n'importe quelle autre marchandise, dans le but de faire le profit maximum. Les industriels produisent en flux tendu, en limitant le plus possible les stocks, qui pour eux ont un coût. D'autre part, les médicaments qui sont le plus souvent en pénurie sont des médicaments anciens mais très utilisés, qui rapportent peu aux industriels car leurs prix sont bas. Pour les nouveaux médicaments, plus rémunérateurs, les industriels savent organiser la production afin que les pénuries soient rares.

Les associations comme UFC-Que Choisir réclamaient quatre mois de stock plutôt que deux. On voit mal comment la mesure décidée pourrait être très efficace. L'État, toujours très compréhensif avec les problèmes des industriels et leur souci de faire le maximum de profit, risque d'exercer peu de contrôle et de peu sanc-

tionner les infractions. Seul le contrôle de la production, de la distribution et des stocks de médicaments par les travailleurs et la population eux-mêmes permettraient d'imposer de produire en quantité suffisante pour satisfaire les besoins de tous les malades.

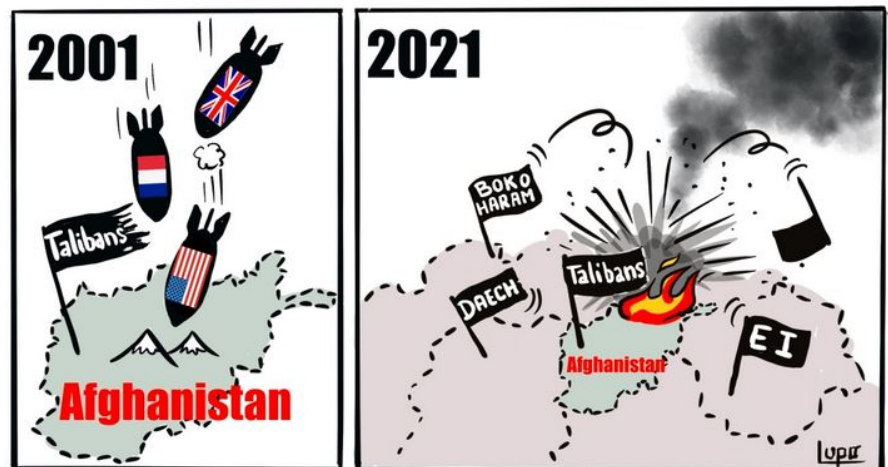


Procès des terroristes : la question qui ne sera pas posée

Le ministre de la Justice, ses collègues et ses prédécesseurs ainsi que tous les médias annoncent que justice va être rendue aux victimes, 130 assassinés et 350 blessés, des attentats du 13 novembre 2015, dont le procès s'est ouvert le 8 septembre.

Malgré les nombreuses heures prévisibles du procès, la question essentielle ne sera pas posée. Il ne suffit pas d'établir les faits et gestes des terroristes au moment du drame. Encore faudrait-il se demander comment et pourquoi ils sont devenus les soldats d'une guerre qu'ils n'ont pas inventée. Les attentats de Paris, comme ceux de New York ou de Londres, sont en effet les sous-produits de la guerre de domination menée par les pays impérialistes au Moyen-Orient, pour des raisons de stratégie ou de pétrole.

La monarchie saoudienne, par exemple, créature des pétroliers américains et leur meilleur allié, est un bastion de l'islamisme et subventionne nombre des groupes qui s'en réclament. Les services secrets américains, français et autres ont guidé



les premiers pas de bien des terroristes, de Ben Laden à Daesh en passant par les talibans qui viennent de reprendre le pouvoir en Afghanistan. Les chiens de guerre ont fini par mordre la main qui les avait nourris, recrutant même jusque dans les pays occidentaux en s'appuyant sur la révolte suscitée par la situation des populations au Moyen Orient.

Lors du procès comme en 2015, l'État et ses serviteurs politiques ou médiatiques utiliseront la tragédie pour susciter l'unité nationale, pour

alimenter leur campagne permanente de division entre les travailleurs musulmans ou réputés tels et les autres.

Ces terroristes sont leurs créatures, directes ou indirectes, des tueurs à l'image de la société capitaliste, de son injustice, de ses guerres, de l'oppression multiforme qu'elle engendre. On ne pourra rendre justice, pour autant que cela ait un sens, aux victimes des attentats sans affirmer cette vérité.

Violences contre les femmes : deux ans de bla-bla

Lors d'un déplacement vendredi 3 septembre, le Premier ministre a fait le bilan du Grenelle de la lutte contre les violences faites aux femmes, censée constituer la « grande cause du quinquennat ».

Castex s'est félicité de ce que 75 % des mesures adoptées ont été réalisées. Mais ce sont les moins coûteuses, se limitant souvent à des effets d'affichage, qui ont été mises en place, comme un numéro d'urgence accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 – ce qui est tout de même la moindre des choses –, la distribution de 245 bracelets antirapprochement, qui détectent si un

conjoint violent s'approche trop près de celle qu'il a menacée, ou la signature prochaine d'une charte pour combattre le sexisme parmi les chauffeurs de VTC.

En revanche, les moyens manquent toujours pour ce qui est primordial, notamment l'hébergement et la mise à l'abri des femmes, la prise en charge des enfants, le suivi des hommes violents. Comme le dit la Fondation des femmes, la lutte est menée « avec des bouts de ficelle », alors que 220 000 d'entre elles sont victimes chaque année de violences conjugales, que 93 000 sont victimes de viols ou de tenta-

tives de viol, et que 77 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint depuis le début de l'année – et 102 l'année dernière. De plus, les confinements ont largement aggravé le phénomène : les appels reçus pendant la période ont été multipliés par quatre, les violences intrafamiliales ont augmenté de 20 %.

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, la politique du gouvernement a plutôt été dans le sens d'aggraver la situation, en réduisant les moyens de ceux qui aident véritablement les femmes victimes de violence.

Policiers : le gouvernement leur colle au train

Djebbari, le ministre délégué aux Transports, a remis sur la table l'idée de s'attaquer aux facilités de transport dont bénéficient les cheminots.

Au même moment, Darmanin rendait public un accord qui permettra aux policiers de prendre le train gratuitement en cas de déplacement professionnel et de ne payer que 25 % du billet en cas de voyage personnel... à condition qu'ils emportent leur arme avec eux.

La présence dans les TGV et TER de policiers équipés de leur arme et

service est censée rendre les trains plus sûrs pour les voyageurs. Les mêmes ministres ne trouvent évidemment rien à redire lorsque la SNCF réduit le nombre de cheminots présents à bord ou lorsque la sécurité ferroviaire diminue, faute d'ouvriers et de techniciens pour entretenir le matériel ; rien non plus des investissements en attente depuis des décennies pour supprimer les passages à niveau.

Recruté en raison de son penchant pour les déclarations outrancières et

sa panoplie de grosses ficelles, Darmanin fait vivre son propre fonds de commerce politique, non sans alimenter le lancement de la campagne présidentielle du patron... et tout en se fendant d'un petit geste de plus en direction des forces de police.

La sécurité des usagers du train n'en sera pas changée mais, pour la sécurité d'un gouvernement contesté et déterminé à poursuivre ses attaques contre le monde du travail, cela peut toujours servir...

Transport maritime : il faut retirer la barre des mains des capitalistes !

Fin juillet, deux des trois compagnies de transport maritime, Maersk et CMA-CGM, annonçaient qu'elles renonçaient dorénavant à desservir l'escale réunionnaise afin de gagner plusieurs jours de transport entre l'Europe et l'Asie et plusieurs centaines de millions d'euros à la clé. L'intervention de l'État a mis fin à cette menace fin août.

Pour ces compagnies capitalistes, les petits territoires comme La Réunion comptent pour peu de choses au regard de ce qu'ils gagnent avec des pays comme la Chine ou

ceux d'Europe.

Que La Réunion compte sur les transports par bateau pour importer 95 % de ses biens de consommation leur importe peu. Qu'elle ne puisse plus exporter ses produits vers l'étranger pas plus.

Alors oui, le pouvoir sans limite de ces grands groupes capitalistes fait peser en permanence une menace au-dessus de la tête des peuples. En les expropriant et en les faisant fonctionner sous son contrôle, la classe ouvrière mettra fin à cette menace.



Transports scolaires : Le capitalisme, une machine à broyer les travailleurs

Les négociations ont eu lieu avec les chauffeurs de bus chargés du transport scolaire au TCO.

À cette occasion, on apprend que l'entreprise Moutoussamy qui a hérité du marché, contrôle dorénavant 90 % des transports scolaires dans l'île ;

Selon la presse, elle aurait arraché ce dernier marché qui se monte à 90 millions d'euros pour les six prochaines années en soumissionnant 1,8 million d'euros en dessous des mises de ses concurrents (JIR du 20 août 2021).

Pas étonnant dans ces conditions que les acquis des chauffeurs de l'entreprise précédente, arrachés par la lutte, soient purement et simplement supprimés, leurs salaires laminés... pour ceux qui sont repris.



Moutoussamy s'est montré plus gourmand que Mooland et a fait main basse sur le transport dans l'ouest de l'île avec la complicité des politiciens de droite comme de gauche.

Cela montre que les travailleurs ne comptent aucun ami parmi la classe politique réunionnaise. Ils ne

peuvent compter que sur eux-mêmes pour se faire craindre et se faire respecter.

C'est ce qu'ils ont commencé à faire avec leur dernière grève d'août. Il faut qu'ils continuent dans cette voie. Ceux d'en face ne comprennent que le rapport de forces !

L'illettrisme : une plaie qui ne se referme pas

Du 6 au 12 septembre a lieu la 8ème édition des journées nationales d'action contre l'illettrisme, organisée par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANCLI).

Cette année, le slogan choisi par l'ANCLI est « Apprendre c'est réapprendre à rêver ».

À La Réunion, avec 116 000 illettrés, pour beaucoup apprendre reste un ...rêve.

Ce chiffre est pour ainsi dire le même depuis 20 ans.

Pourtant, depuis 2013, la lutte contre l'illettrisme est déclarée « grande cause nationale ». Mais sans moyens véritables pour combattre ce fléau qui touche aussi bien les plus âgés que les jeunes, les belles intentions restent lettres mortes !

En effet, s'assurer qu'il n'y ait plus d'élèves qui arrivent en sixième en sachant à peine lire nécessiterait beaucoup moins d'enfants par classe dès la maternelle, donc plus de professeurs des écoles, plus d'écoles, plus d'Atsem, etc. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

Au contraire, chaque gouvernement qui passe réduit les budgets alloués à l'enseignement au regard des

besoins grandissants du fait notamment de l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés. L'État baisse d'année en année les dotations des communes qui réduisent à leur tour leurs investissements dans les écoles anciennes ou neuves.

Ceux qui payent le plus cher les manquements de l'État à ses devoirs, ce sont les enfants des classes populaires dont les parents ont quitté souvent eux-mêmes tôt le circuit scolaire et qui n'ont pas les moyens de payer des heures de cours de rattrapage à leurs marmailles.

Et ce ne sont pas les « Cases à lire » de la Région ni les bonnes vo-

lontés de quelques associations qui tentent de réapprendre le béa-ba aux adultes qui feront infléchir la courbe de l'illettrisme à La Réunion.

Pour éradiquer l'illettrisme, il faut des moyens que les gouvernements qui se succèdent, tous au service de la bourgeoisie, ne veulent pas mettre en œuvre. Quand une crise égratigne les profits des capitalistes aussitôt un plan est mis en place pour sauvegarder ses intérêts ; le plan le plus récent étant l'actuel « quoi qu'il en coûte ».

L'illettrisme handicape les classes populaires pour lesquelles il n'y a que le plan bla-bla.



Sus aux pauvres !

Le directeur de la Caf et le Directeur régional des Finances publiques de La Réunion ont signé le 8 septembre une convention destinée à « optimiser les moyens de lutte contre les fraudes fiscales et celles relatives aux prestations sociales et familiales ».

Il n'y a là rien de nouveau. Depuis des années, la Caf et les impôts ne cessent de renforcer les dispositifs et les moyens pour lutter contre les soi-disant « abus » de certains allocataires. Des contrôleurs assermentés se rendent au domicile des alloca-

taires pour vérifier leur situation. Des vérificateurs contrôlent les documents fournis par les allocataires. Des échanges de données informatisées se font avec les Impôts, Pôle emploi, les organismes de Sécurité Sociale, etc.

Les allocataires contrevenants doivent rembourser les trop perçus et peuvent être condamnés à payer des pénalités. Des poursuites peuvent être engagés au pénal.

L'État met en œuvre tout un arsenal pour récupérer dans la poche des familles quelques millions d'euros.

Mais quand il s'agit des capitalistes qui fraudent le fisc par milliards, qui ne payent pas les cotisations sociales à la Sécu, les autorités ne leur courent pas après.

Pire, les tribunaux, les services fiscaux, la Sécu leur font des remises de dettes, quand ils ne les effacent pas tout bonnement.

Faire la chasse aux pauvres et le faire savoir voilà les hauts faits d'armes des valets du capitalisme.

TotalEnergies : prospérer sur des ruines

TotalEnergies vient de conclure avec le gouvernement irakien un contrat à dix milliards de dollars (8,5 milliards d'euros) d'investissement dans le pétrole, le solaire et le gaz.

Le PDG, Patrick Pouyanné, s'est vanté d'un « retour par la grande porte », dans ce pays où d'autres compagnies étrangères, comme Shell, lui ont soufflé la place dans les précédents marchés. TotalEnergies présente, selon son PDG, des projets énergétiques et écologiques. Ainsi en injectant de l'eau de mer dans les champs pétrolifères du sud de l'Irak, la multinationale se propose de faire remonter le pétrole sans puiser dans les nappes phréatiques. Elle promet

de récupérer le gaz des torchères pour alimenter des centrales électriques et de créer un gigantesque champ de panneaux solaires.

À l'en croire, ce trust, attaqué par différentes ONG pour la destruction de l'environnement et des ressources indispensables aux habitants de plusieurs pays africains, pourrait ainsi devenir un modèle de bienfaisance pour l'Irak et ses habitants, souffrant entre autres d'une pénurie d'électricité.

Depuis les années 1920, la Compagnie française des Pétroles devenue Total puis TotalEnergies exploite le pétrole de la région, à l'ombre d'un État français qui se soucie de faciliter

son implantation, pour le plus grand profit de ses actionnaires. Présidents jouant les représentants de commerce, comme Macron une semaine avant la conclusion du contrat, assurance de ne rien y perdre faite aux grandes sociétés qui investissent, fiscalité sans contrainte aux dépens des finances publiques, tout leur est bon, même la guerre.

TotalEnergies ne va pas « aider au développement » de l'Irak comme l'a déclaré Macron, mais accroître ses bénéfices. C'est la population qui continuera à en payer le prix, dans ce pays qui ne se remet pas d'une guerre menée par l'impérialisme américain et ses alliés dont la France.

Formation : un cadeau pour les patrons

Dans le cadre du plan « Un jeune, une solution » lancé à l'été 2020, le gouvernement a augmenté les aides destinées aux entreprises pour la signature de contrats d'apprentissage ou de professionnalisation, les jeunes concernés pouvant avoir jusqu'à 29 ans.

Ces aides exceptionnelles devaient être moins généreuses à partir du 31 décembre mais, à la demande des patrons, bien que déjà prolongées une fois, elles le seront à nouveau pour six mois. Les 5 000 euros versés couvrent la première année de salaire

pour un apprenti mineur. L'embauche d'un apprenti entre 18 et 21 ans permet d'obtenir 8 000 euros, soit 80 % du salaire de la première année. Et pour ceux qui ont moins de 25 ans, 45 % du salaire de la première année est couvert par l'État. Il s'agit bien d'une aubaine pour les patrons qui, devant le risque d'une réduction des aides à l'apprentissage, ont embauché 500 000 apprentis les trois premiers mois de 2021.

Du côté des jeunes, c'est bien sûr un moyen d'entrer dans le monde du travail, d'acquérir une première ex-

périence, à condition d'accepter d'être payés avec un salaire horaire très inférieur au salaire minimum pour les moins de 26 ans pendant les trois années de leur apprentissage. En plus des frais de leur formation, les pouvoirs publics remboursent une grande partie de leur salaire.

Les patrons, eux, ne se gênent pas pour profiter des aides de l'État alors que, dans la plupart des cas, ces jeunes sont exploités comme les autres le temps où ils sont en entreprise.

Emplois non pourvus : un vrai travail, un vrai salaire !

L'université d'été du Medef a été le théâtre d'un vrai jeu de rôles. Aux patrons déplorant un manque de main-d'œuvre, voire un défaut d'appétence au travail, le ministre Le Maire a suggéré timidement de faire un geste pour augmenter les salaires.

Il fut immédiatement repris par Attal, le porte-parole du gouvernement, pour lequel il ne pouvait être question de demander un nouvel effort aux employeurs. Et pourtant, il n'y a pas besoin d'être un expert

pour voir quels secteurs et quels types d'emplois restent plus longtemps vacants.

Selon une enquête de Pôle emploi, 300 000 emplois environ ne sont pas pourvus, pour trois millions de demandeurs sans aucun travail. Il s'agit d'emplois dans l'agriculture, dans l'hôtellerie-restauration, des emplois précaires payés au minimum. Vu le manque d'attrait de tels postes, l'employeur a évidemment plus de difficulté à trouver un rem-

plaçant, et le temps de rotation n'a ici rien à voir avec un manque de main-d'œuvre : ce qui est en cause est la courte durée de l'emploi et le faible niveau de rémunération.

La solution aux emplois momentanément vacants est donc aisée à trouver : il faut de vrais emplois fixes pourvus de vrais salaires !

Après l'Arast, Corbey d'Or : les besoins vitaux de la population laissés en pâture aux margoulins

Le verdict de la cour d'appel sur la gestion catastrophique des patrons de l'entreprise d'aide à la personne Korbey d'Or sera rendu le 28 octobre.

Les patrons de Korbey d'Or, comme tous les patrons des entreprises privées intervenants dans le service l'aide à la personne, bénéficient tout un système de financement public venant pour l'essentiel du conseil départemental. De plus, ils sont affiliés à une convention collective leur permettant de payer leurs salariés à des tarifs inférieurs aux autres conventions collectives appliquées dans les entreprises dites à but non lucratif.

Les 700 salariés de Korbey d'Or sont payés quasiment au SMIC avec des contrats de travail de 100 heures par mois en moyenne.

Sur cette base les profits sont confortables et le système donne l'occasion de les augmenter toujours plus.

Ainsi, d'autres entreprises sont créées pour vendre divers produits : couches, fauteuils, lits médicalisés... « *Le prix n'est pas un problème, c'est la CGSS qui paye, faites-vous plaisir* » disent les vendeurs aux personnes âgées ou handicapées.

Les patrons de Korbey d'Or ont adopté un train de vie assuré par le travail mal rémunéré des salariés et les aides d'argent public avec, par



exemple, comme un signe extérieur de richesse, une petite voiture de luxe dont le coût avoisinait les 200 000 euros de location sur 5 ans. Et pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? En détournant les cotisations sociales dues à la CGSS, pour un montant de 7,7 millions d'euros, ils ont pu investir dans des stations-services, des supérettes...

Ils en étaient là quand en 2017 ils ont fini par être rattrapés par la justice pour « tous les types d'abus de biens sociaux ».

La justice bourgeoise va sans doute sanctionner ces deux profiteurs mais elle ne rendra pas justice aux salariés et aux 2000 personnes âgées qui ont besoin de leurs aides dans leur vie quotidienne et dont l'avenir est plus qu'incertain...

Le système capitaliste fonctionne

sur la recherche du profit et de la rentabilité maximum pas sur la recherche des meilleures conditions de vie pour tous. L'État consent à allouer une partie des ressources d'argent public aux besoins sociaux mais sans contrôle de la population et des travailleurs c'est naturellement une manne pour les profiteurs petits et grands. Certains tombent pour que vive et continue le système de vol et de prédation.

Les travailleurs devront tous les faire tomber en renversant ce système qui ne fait qu'approfondir le marais de la misère sociale.

À propos des hommages à Georges-Marie Lépinay

Le décès de l'ancien secrétaire général de la CGTR a donné lieu à un festival de déclarations élogieuses venues de tous bords politiques et aussi du milieu patronal.

En effet, Georges-Marie Lépinay fut un militant syndical et politique qui ne remettait pas en cause l'ordre capitaliste ce dont les bourgeois, les patrons et leur personnel politique lui savent gré.

Cependant, il a été des batailles

pour desserrer l'étau de l'exploitation et de la misère comme celles des années 1980 et 1990 pour l'égalité sociale, contre les plans de licenciements dans les usines sucrières et au Port, ce qui avait soulevé une vague d'indignation et de mépris du patronat et de la droite contre les travailleurs en lutte.

Les patrons ont la haine des travailleurs qui se battent pour leur survie mais ménagent les dirigeants

syndicaux et politiques dont la fonction est d'endiguer les révoltes sociales.

Les travailleurs conscients ne doivent pas s'en étonner mais comprendre. La force de notre classe c'est qu'elle produit tous les besoins de la société. Mais sa faiblesse c'est de remettre sans contrôle les clés de l'avenir en d'autres mains que les siennes propres.

Quand les prix augmentent, les salaires, les pensions et les allocations doivent suivre

Les prix grimpent. Celui du riz a pris au moins 3% en quelques semaines ; les pâtes 20%. Le prix des matériaux de construction montent en flèche également. Les produits frais et la viande vont prendre 7 à 8 % dit-on dans les semaines qui viennent.

Tous les commentateurs et économistes préviennent que l'inflation continuera au moins jusqu'en 2023.

La raison en serait notamment l'augmentation du coût du fret et des matières premières.

Les représentants patronaux des industriels, des commerçants, des agriculteurs et éleveurs, etc. n'ont pas traîné pour aller frapper aux portes de la Région pour demander des

compensations financières.

Le 1^{er} vice-président, le socialiste Patrick Lebreton qui les a reçus, leur a promis, derechef, des aides immédiates soi-disant pour limiter la répercussion de la hausse des prix des marchandises sur les consommateurs.

Si les capitalistes sont assurés de toucher les aides financières de la Région, les travailleurs, les retraités, les chômeurs devront toujours déboursier plus pour pouvoir se nourrir, se vêtir ou se loger.

Rien, à part ces quelques déclarations d'intention, n'est prévu pour éviter que les travailleurs ne soient pris davantage à la gorge financièrement, ne s'endettent encore plus pour essayer de survivre.

Au contraire, le gouvernement continue d'appauvrir la classe laborieuse en baissant les allocations de chômage, en allongeant la durée de cotisation pour les retraites et en baissant leurs montants, etc.

Macron et sa bande fabriquent des lois afin de permettre aux patrons de licencier plus facilement, de précariser encore plus les emplois.

Il est vital que les travailleurs imposent des mesures d'urgence pour ne pas voir leurs conditions de vie se dégrader encore plus, à commencer par l'indexation sur les prix des salaires, des retraites et des allocations sociales.



Journée du 5 octobre : affirmer les intérêts communs des travailleurs



La direction de la CGT ainsi que d'autres organisations syndicales ont annoncé une journée de mobilisation interprofessionnelle le 5 octobre prochain. C'est la première fois depuis des mois que les syndicats ouvriers appellent les travailleurs à exprimer leur mécontentement sur leur terrain de classe.

Cela pourrait être un pas dans la voie de la préparation d'une riposte générale, si du moins cet appel n'était pas en réalité dilué dans une multitude d'autres. En effet, dans le même temps, les retraités sont appelés à descendre dans la rue de leur côté le 1er octobre. La CGT-Santé appelle à la grève et à manifester le 14 septembre. Quant aux travailleurs de l'éducation, il leur est proposé une mobilisation le 23 septembre.

Ainsi, les directions syndicales émettent les possibles réactions. Comme si les problèmes des uns et des autres n'étaient pas profondément liés, comme s'il existait des solutions catégorielles. Comme si la force du monde du travail n'était pas justement son nombre, sa place dans l'économie et sa conscience d'être une seule et même classe, face à celle des parasites et des exploiteurs.

Depuis les débuts de la pandémie, tous les travailleurs, de la santé à l'industrie, du commerce à l'éducation, ont subi les mêmes mesures du gouvernement. Ils ont pu réaliser à quel point, loin d'être dictées par les questions de santé publique, toutes ont servi soit à protéger les profits, soit à accentuer l'autoritarisme du gouvernement et la dictature des pa-

trons dans les entreprises. Les travailleurs sentent, à juste titre, que les attaques vont se poursuivre. Par tous les bouts, il s'agit de faire payer aux travailleurs et aux classes populaires les cadeaux faits au patronat, tout en aidant celui-ci à tirer encore plus de profits du travail ouvrier par l'aggravation des cadences et la précarité.

Il n'y a qu'un moyen de résister à ces attaques et d'y répondre, c'est l'union de tous les travailleurs, des chômeurs, des retraités. Cette union est réalisable, autour de revendications qui justement l'expriment. Il faut des augmentations des salaires et des allocations, avec leur indexation sur le coût de la vie, pour tous. Il faut imposer aux patrons une répartition du travail dans les entreprises, pour que tous aient un emploi. Il faut imposer un contrôle des travailleurs sur les comptes, sur la production, mettre fin au secret des affaires pour savoir où va l'argent issu du travail ouvrier.

On ne peut pas compter sur les directions syndicales pour avancer sur ce chemin de la mobilisation. Mais tous les travailleurs conscients et les militants combatifs peuvent défendre la nécessité d'une réaction d'ensemble des travailleurs.

DANS LES ENTREPRISES

TCO

Grève à La Créole

Début septembre la majorité des 170 salariés de la Créole, la régie intercommunale de l'eau et de l'assainissement étaient en grève.

À l'origine de leur mouvement, l'annonce du TCO, dont dépend la Créole, d'un possible remaniement, voire d'une nouvelle gouvernance de la régie après le résultat d'un audit commandé par la communauté de communes.

L'audit a pointé du doigt une dizaine de points dont a gestion des investissements ; le dimensionnement

du service et la masse salariale, le recrutement, les astreintes et les repos compensateurs, l'utilisation des véhicules.

Le limogeage du directeur de la Créole, à qui la direction TCO reproche une gestion opaque de la régie et des embauches plus que de raison, n'a fait que conforter les salariés dans leurs inquiétudes. Ils ont déposé un préavis de grève le 4 septembre, grève qui fait suite à celle du mois de juillet dans laquelle ils s'opposaient déjà à une volonté de remise en cause

de leurs statuts et de leurs acquis sociaux.

Les rencontres avec le président de la Créole qui a leur a affirmé que la suppression de la régie n'a jamais été envisagée, qu'aucun plan de licenciements ne sera mis en œuvre, qu'il n'y a aucune remise en cause des dispositifs d'astreinte, des heures supplémentaires, du principe du remisage des véhicules de service et de fonction, du principe de la prime d'intéressement n'ont pas apaisé les craintes des employés.

AFGHANISTAN

Le combat des femmes continue

Dans les universités privées, où les cours ont repris lundi 6 septembre, les étudiantes doivent dorénavant être ensevelies sous une ample tunique noire les cachant de la tête aux pieds et doivent se couvrir d'un niqab, un voile masquant leur visage.

Il n'est pas question de classe mixte. Les femmes doivent étudier loin du regard des hommes, dans des classes réservées. Si elles sont peu nombreuses, elles peuvent être dans la même salle que les hommes, mais coupée en deux par une tenture.

Il n'est pas question non plus que filles et garçons puissent se croiser. Par conséquent les femmes doivent sortir des cours cinq minutes avant les hommes et attendre dans une salle que ces messieurs aient quitté

les lieux.

Avant même la publication du décret, et dans les jours qui ont suivi, des reportages ont montré, à Kaboul, des manifestations de plusieurs dizaines de femmes exigeant le respect de leurs droits et prêtes, comme disait l'une d'elles, « à prendre des risques, plutôt que mourir à petit feu ».

Ces vingt dernières années, des enseignantes, des étudiantes, des intellectuelles, des artistes, des femmes appartenant aux couches supérieures de la société ont acquis des droits, des libertés, un début d'égalité. Mais si, dans les grandes villes et surtout à Kaboul, une petite minorité de femmes a ainsi pu connaître une amélioration de ses conditions, ailleurs, dans les campagnes, il n'en

a rien été. Ce n'était la préoccupation d'aucun des États impérialistes qui sont intervenus en Afghanistan, et qui se gargarisent aujourd'hui des mots de civilisation, liberté, démocratie, droits, égalité...

Avec le retour des talibans, même les minces acquis qui concernaient une minorité de femmes sont remis en cause. Celles qui se battent contre la réaction représentée par le retour des talibans méritent le soutien des femmes et des hommes du monde entier. Mais c'est de la population afghane elle-même, y compris de ses couches les plus opprimées, que devront surgir les forces capables de mettre fin à l'arriération et au sous-développement.

GUINÉE

Une dictature en remplace une autre

Un coup d'État militaire a renversé le président guinéen Alpha Condé, dimanche 5 septembre. Il a été accompli par les forces spéciales de l'armée guinéenne, dont le chef, Mamady Doumbouya, un ancien légionnaire de l'armée française, s'est hissé à la tête du pays.

Comme à chaque coup d'État, le nouveau pouvoir affirme vouloir mettre ainsi fin à « *la gabegie financière, la pauvreté et la corruption endémique* ». Mais Mamady Doumbouya, dont le passé est sans équivoque, sera un dictateur, comme ses prédécesseurs. Beaucoup plus crédibles sont les déclarations en direction des capitalistes qui pillent les ressources du pays, l'un des plus riches d'Afrique en toutes sortes de minerais. Tout sera fait pour que les affaires continuent. Le nouveau pou-

voir a d'emblée levé dans les zones minières le couvre-feu auquel la population était soumise et ouvert les frontières maritimes pour permettre les exportations, alors que les frontières terrestres et aériennes étaient encore fermées.

Quoi qu'il arrive, il faut que les minerais sortent et soient exportés. La bauxite, dont la Guinée détient les plus importantes réserves au monde, ou le minerai de fer, avec la mine géante de Simandou, sont exploités par les grandes sociétés du secteur minier, américaines, canadiennes, asiatiques. Dans un pays où une grande partie des ressources du sous-sol sont encore inexploitées, les acquisitions de nouveaux blocs miniers sont autant d'occasions de verser des pots-de-vin aux hauts fonctionnaires et au président ou à

son clan. Les chemins de fer qui servent à évacuer le minerai, ou les terminaux portuaires, comme celui de Conakry, que l'inévitable Bolloré s'est fait attribuer en contrepartie du financement de la campagne électorale d'Alpha Condé en 2010.

La population, elle, vit dans la misère. 3 % à peine des habitants des campagnes ont accès à l'électricité.

À l'annonce du renversement d'Alpha Condé, on a entendu les dirigeants des grandes puissances s'indigner de ce qu'ils appellent une atteinte à la démocratie. Ils s'accommoderont pourtant bien vite de cette dictature militaire, comme ils l'ont fait de tous les régimes qui ont écrasé la population guinéenne. Seules les affaires comptent.

Vers la grève générale ?

Les principaux syndicats de salariés de la Guadeloupe ont appelé à la grève générale à partir du jeudi 9 septembre. Il s'agit en particulier de la CGTG, de l'UGTG, de FO et de certains syndicats enseignants.

Des partis politiques et groupes du mouvement ouvrier, comme Combat ouvrier et le Parti communiste guadeloupéen, se sont associés à cet appel. La principale revendication est l'abrogation de la loi du 5 août sur l'obligation vaccinale et le passe sanitaire. Les sanctions graves prévues pour les travailleurs en cas de non respect de ces mesures choquent beaucoup de travailleurs et en particulier les soignants. D'autant que derrière ces mesures de mise au pas, se profilent déjà des attaques contre les retraites et contre l'allocation chômage.

Dans le climat actuel aux Antilles, marqué par une forte surmortalité qui touche toutes les familles, la colère monte dans une fraction de la population. Le délabrement du secteur hospitalier, le manque de matériel et de personnel dénoncé depuis des années, sont parmi les causes de la catastrophe sanitaire actuelle. Ce sont les couches les plus pauvres de la



population, les plus mal logées, les plus mal nourries, les plus victimes de maladies endémiques (obésité, hypertension, diabète), qui payent le prix fort de la crise. Les pompiers, les travailleurs de Pôle emploi, ceux de Cofrigo, ceux d'ArcelorMittal sont d'ores et déjà en grève ou sur le point de la démarrer. Et les travailleurs qui, pour diverses raisons, ne feront pas grève, se préparent à protester sous d'autres formes.

Les gros capitalistes se frottent les mains car leurs profits repartent à la hausse en raison des milliards d'aides reçus du gouvernement. Dans le même temps des gens meurent par centaines faute de matériel suffisant dans les hôpitaux car l'argent va aux

riches.

L'idée d'une lutte d'ensemble de tous les travailleurs fait son chemin !

Nathalie Arthaud, candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle



ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282